

politiques gouvernementales en matière d'importation. Le Ministère participe également, aux côtés des représentants de cette industrie, aux discussions du

Groupe d'étude sur la politique laitière. Ce comité prépare une série de recommandations portant sur une nouvelle politique à cet égard.

G. POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS DE LA PÊCHE

Le Canada a entrepris une vaste offensive diplomatique et une campagne de relations publiques visant à inciter la Communauté européenne à restreindre la surpêche dans la région de l'Atlantique du Nord-Ouest. À la suite de ces initiatives, la CE a signalé son désir de coopérer avec le Canada au niveau de la recherche scientifique, de la surveillance et du renforcement des mesures coercitives dans la région placée sous la juridiction de OPANO. Il s'agit là d'une étape importante devant mener à la préservation des ressources halieutiques dans cette région.

Le Canada a continué de faire appel à la coopération internationale dans le but de restreindre la pêche aux filets traînants dans le Pacifique Nord et ailleurs. Le Canada a joué un rôle de premier plan en parrainant la résolution de 1989 de l'AGNU concernant la pêche aux filets traînants pratiquée sur une grande échelle. Cette résolution

prévoit un moratoire à ce sujet d'ici 1992, à moins que des mesures strictes de conservation ne soient prises pour empêcher ce type de pêche d'avoir des conséquences inadmissibles sur les ressources halieutiques. À l'initiative du Canada, cette résolution réclame également un arrêt immédiat de toute expansion nouvelle de la pêche aux filets traînants dans le Pacifique Nord.

Le Canada, le Japon et les États-Unis ont en outre convenu d'exercer une surveillance accrue de la pêche aux filets traînants dans le Pacifique Nord, et notamment d'exercer des contrôles stricts sur la pêche au saumon pratiquée au Japon. En collaboration étroite avec les États-Unis, le Canada a également déployé des efforts visant à freiner la pêche et la commercialisation illégales du saumon de haute mer et il a fait appel à la coopération des pays du Sud-Est asiatique dans le but de mettre fin à cette pratique.